

Communiqué de presse

NON aux initiatives sans pesticides, mais sous conditions.

Nombre de familles paysannes sont soulagées, d'autres espéraient un autre résultat.

Ce score résulte d'une campagne forte et très présente du 2 x NON. Mais aujourd'hui, nous, paysannes et paysans devons remercier les citoyennes et citoyens qui malgré des préoccupations environnementales réelles, ont décidé de ne pas porter préjudice à l'agriculture suisse en acceptant l'une ou l'autre voire les deux initiatives.

Une partie importante du peuple suisse témoigne donc de son soutien à l'agriculture. Mais il serait erroné de comprendre ce résultat comme une validation de la politique agricole actuelle qui sacrifie l'agriculture paysanne sur l'autel de la compétitivité. Ce résultat montre que les solutions aux défis auxquels doivent répondre notre société, notre système alimentaire et l'agriculture nécessitent dès à présent une discussion avec tous les acteurs concernés et notamment les paysannes et paysans. L'OFAG, l'USP, les Chambres agricoles doivent maintenant communiquer clairement quels sont leurs objectifs en termes de réduction des phytosanitaires, des antibiotiques, donner des délais clairs et justifier des résultats. Les questions d'importation de fourrage doivent être sérieusement débattues. Uniterre a toujours affirmé qu'il n'y aura pas de solution sans prise en compte des conditions-cadres économiques qui poussent l'agriculture vers la spécialisation, la mécanisation, la rationalisation de type industriel et l'agrandissement des structures.

Uniterre revient toujours à la souveraineté alimentaire, laquelle promeut une agriculture diversifiée, inclusive et en circuits courts, un système transparent, démocratique qui, s'il était mis en œuvre répondrait aux besoins des paysannes et paysans mais aussi des consommatrices et consommateurs tout en garantissant une prise en compte des enjeux climatiques, sociaux et économiques.

Il faudra donc des systèmes de distribution plus efficaces, des relations plus étroites entre consommateur.trices et producteur.trices, un partage des risques équitable et une réduction des marges de la grande distribution pour permettre cette transition.

L'augmentation constante de la pression sur les prix à la production par une politique fédérale qui privilégie le commerce international doit être stoppée. Pour permettre à l'agriculture de répondre aux attentes de la société, il faut que la production soit réglée par des contrats qui définissent les quantités, la qualité, le prix, le calendrier de livraison et le paiement des acomptes à l'avance. Les négociations pour ces contrats doivent se faire en toute transparence et de manière équitable.

L'accès à une alimentation de qualité pour toutes les couches de la population doit être soutenu par des mesures de politique sociale. C'est avec l'ensemble des actrices et acteurs concernés qu'Uniterre s'engagera fermement pour l'avenir de la production paysanne en Suisse.

CONTACTS :

- Rudi Berli (FR/DE) : 078 707 78 83
- Vanessa Renfer (FR) : 078 821 24 83
- Ulrike Minkner (DE) : 032 941 29 34